



Conseil de sécurité

Distr. générale
5 octobre 2018
Français
Original : anglais

Lettre datée du 5 octobre 2018, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris au sujet de la lettre datée du 3 octobre 2018 qui vous a été adressée par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran (S/2018/891), accusant inconsiderément le Royaume d'Arabie saoudite de soutenir et de financer des groupes extrémistes dans la région et le rendant responsable de l'attaque commise contre le défilé militaire d'Ahvaz le 21 septembre 2018.

Le Gouvernement saoudien condamne fermement et rejette catégoriquement cette accusation insultante, mais prévisible portée par le régime iranien, qui vient s'ajouter aux nombreuses autres déclarations hostiles faites par lui pour couvrir les politiques d'agression et de destruction qu'il pratique dans la région et partout dans le monde. Le régime iranien a par le passé fait porter à l'Arabie saoudite la responsabilité de l'effondrement de l'économie iranienne, préférant s'en prendre au Royaume, plutôt que renoncer à son comportement odieux, et gaspiller les revenus du pays pour soutenir et financer la commission d'actes terroristes, plutôt que développer les infrastructures nationales et promouvoir le bien-être de la population.

La politique saoudienne est sans équivoque pour ce qui est de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et du rejet absolu de toute ingérence dans ses affaires intérieures.

L'appui financier et autre que le régime iranien apporte aux groupes terroristes dans le monde entier est étayé par des preuves solides et n'a plus besoin d'être démontré. La fourniture par l'Iran de missiles balistiques au groupe armé houthiste au Yémen est notoire et continue de poser de graves menaces aux niveaux régional et mondial. Par l'intermédiaire de son organe d'exécution, le groupe terroriste Hezbollah actif au Liban, en Syrie, au Yémen, au Bahreïn et en Arabie saoudite, l'Iran pratique une ingérence déstabilisante dans la région. Je me permets de vous rappeler également les nombreux actes terroristes commis en Arabie saoudite, notamment l'attentat contre les tours de Khobar en juin 1996 et l'explosion de l'usine pétrochimique de Sadaf à Jubail en mars 1988, tous planifiés par l'organe d'exécution de l'Iran dans la région, le Hezbollah.

En portant une telle accusation, le régime iranien cherche manifestement à détourner l'attention de la détérioration des conditions de vie de son propre peuple, en particulier de la population d'Ahvaz. L'Arabie saoudite estime que le régime iranien doit changer de voie et agir de manière responsable pour le bien de son peuple,



au lieu de poursuivre des politiques dangereuses qui ne font qu'aggraver le sectarisme, l'extrémisme et la ségrégation ethnique. L'Iran ne cessera pas d'être un sanctuaire à cet égard tant qu'il persistera à donner refuge et protection aux terroristes les plus recherchés de la planète. À ce propos, j'appelle votre attention sur le vingt-deuxième rapport soumis par l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions en application de la résolution 2368 (2017) du Conseil de sécurité concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes et entités qui leur sont associées, dans lequel, en présentant ses constatations, l'Équipe s'est exprimée en ces termes : « les dirigeants d'Al-Qaida en République islamique d'Iran jouent un rôle plus prépondérant, collaborant avec Aiman al-Zawahiri et faisant rayonner son autorité plus efficacement que ce dernier ne le pouvait auparavant » et « par l'entremise de hauts responsables d'Al-Qaida basés en République islamique d'Iran ».

Nous engageons instamment le régime iranien à respecter le principe de bon voisinage, les règles du droit international et les valeurs morales communes à toute l'humanité dans ses relations avec les autres pays.

Nous demandons au Conseil de sécurité et à la communauté internationale d'assumer leurs responsabilités et de faire le nécessaire pour mettre un terme aux activités inspirées par l'idéologie d'agression et d'expansionnisme du régime iranien. Nous demandons également que l'Iran cesse de financer les organisations terroristes et de leur offrir refuge et formation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Abdallah Y. **Al-Mouallimi**
